

PRÉFACE

En octobre 1987, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales organisait une conférence sur le transfert international des armes classiques. Des experts et des membres du public intéressés par cette question ont participé à deux journées de discussion axées sur cinq thèmes généraux : la nature du commerce international des armements, les motivations qui poussent les États à fournir des armes, celles qui poussent d'autres États à en recevoir, le rôle du Canada dans le système et, enfin, les perspectives et problèmes relatifs à la limitation du commerce des armes classiques.

Le présent rapport contient le résultat des discussions. Même si chaque séance portait sur un sujet précis étroitement lié à l'un des cinq thèmes développés, ces derniers ont été souvent repris sous diverses formes tout au long des deux journées de discussion. C'est pourquoi nous n'offrons pas ici une récapitulation strictement chronologique des délibérations. Le lecteur trouvera dans le programme une liste des exposés présentés et, à l'annexe I, une liste des participant(e)s.

C'est le gouvernement canadien qui a fourni le motif de la conférence. Dans l'une de leurs conclusions parues dans le rapport du Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada (le rapport Hockin-Simard), les auteurs recommandaient au Canada de chercher à convaincre d'autres pays d'appuyer « les propositions visant à instaurer un système international d'enregistrement des exportations et des importations d'armes et de munitions pour contrôler l'expansion du commerce des armes classiques » (sic). En réponse à cette recommandation, le gouvernement a invité l'Institut « à mener plus avant l'étude du concept d'un système international d'enregistrement et à s'assurer que les Canadiens sont bien informés ». Le présent rapport remplit en partie ce mandat.